Lettre ouverte aux insoumises et insoumis (deuxième partie)

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 4 (suite) – mercredi 12 juillet 2017

Avertissement

Le titre de notre première partie « **lettre aux insoumises et insoumis qui veulent réfléchir** *» a été mal pris par une partie des lecteurs qui ont cru y déceler une pointe de mépris, que nous n'avons pas. Nous rectifions donc bien volontiers, pour cette seconde partie. Nous ne reviendrons pas non plus sur « la technique de l'insulte » de JL Mélenchon : il existe des vidéos à ce sujet qui parlent d'elle-même et montrent que cette technique est employée pour faire diversion* [1]*. Nous ne reviendrons pas sur « la marée tricolore » du 18 mars lors du rassemblement parisien de campagne de JL Mélenchon. Pour nous, le seul drapeau est « l'étendard sanglant » du* Chant de l'armée du Rhin *en 1792 (devenu « la marseillaise »), le drapeau rouge, devenu drapeau du mouvement ouvrier de tous les pays et drapeau de la Commune de Paris (dont nous célébrions l'anniversaire, ce 18 mars)*

…

La Lettre de La Commune
Pour un Parti des Travailleurs

Dans d'autres documents (disponible sur notre site [2] et notre blog Mediapart) nous avons donné notre point de vue contre plusieurs points du programme adopté par la convention insoumise du 16 octobre 2016 : fusion CSG-impôts / missions pour les chômeurs/ nouvelle formule « d'emplois jeune »/ service militaire et

travaux d'intérêt général/ Constituante en partie tirée au sort et cohabitant avec l'Assemblée nationale de la Vème république/ régularisation des seuls « travailleurs sans papiers » (nous sommes pour la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers, nombre d'entre eux contraints de travailler « au noir » ne sont donc pas considérés comme travailleurs...). Nous avons également donné notre position contre la politique étrangère « mitterrando-gaullienne » pronée par JL Mélenchon et en particulier sur la question Syrienne.

Rappelons ceci : nous n'identifions pas les dizaines de milliers d'insoumises et insoumis à Mélenchon et ses co-équipiers Coquerel et Corbière. Nous sommes effectivement dans « l'opposition » à ces trois ténors, pour des raisons politiques. Ce qui n'empêche pas pour nous l'action avec eux, autant que possible. Ce qui n'empêche pas de les défendre face aux attaques de la réaction, comme nous l'avons fait pour la députée FI Danièle Obono, tout dernièrement. Tout naturellement, nous sommes du côté de Farida Amrani, candidate FI et de son recours juridique face à Valls

Rappelons également : Nous avons considéré que les électeurs FI et les abstentionnistes ouvriers et populaires font partie d'un même Front du refus. Mélenchon l'a fait remarquer : *« Vous ne pouvez pas savoir quelle sera la mèche... Mais elle brûle déjà »*[3] . Nous sommes en effet de plain pied dans une situation où - comme aurait pu dire Lénine- *« une étincelle peut mettre le feu à la plaine* ».

« *Qu'est-ce qu'on fait avec ces 500 000 insoumis ?* »

Mélenchon dit : « *« Qu'est-ce qu'on fait avec ces 500 000 Insoumis ? [...] À cette heure, je réfléchis encore.* »[4]

Faut-il comprendre qu'il ne sait pas quoi faire avec vous ? Tant qu'il y avait des échéances électorales, ce genre de questionnement était « hors sujet ». La vraie question est : que vont faire ces 500 000 insoumis à présent ? Mélenchon-Corbière-Coquerel ne peuvent plus vous tenir en haleine avec un second tour victorieux ou une majorité insoumise à l'assemblée nationale.

Si une telle majorité avait pu se former à l'assemblée, elle serait passée sous les fourches caudines de la « cohabitation » (revendiquée par JL Mélenchon) avec Macron. L'expérience le démontre : toutes les cohabitations ont été à l'avantage du chef de l'Etat. Jospin l'a appris à ses dépens et en prenant en charge des mesures d'annualisation-flexibilité du temps de travail, de privatisations sans fin, de non-intervention face aux plans de licenciement, d'ouverture de l'enseignement professionnel au patronat (via son ministre-délégué JL Mélenchon), il s'est sacrifié, lui et toutes ses velléités de changement.

Et que ce serait-il passé si Mélenchon avait élu président de la République ? Nous n'en savons rien mais Corbière avait son idée là-dessus

« *Même si Mélenchon était élu, il faudra une mobilisation indépendante du pouvoir, qui se battra pour que nombre de batailles qui ont été la dynamique de cette élection aient la POSSIBILITÉ d'être réalisées : l'abrogation de la loi El Khomri ; l'abrogation de la loi Touraine* (...) »[5] »
Selon lui, il aurait fallu se battre pour obtenir ce que JL Mélenchon a promis. Tandis que ce dernier assurait que son élection nous ferait économiser des centaines de kilomètres de manifestation et de nombreuses journées de grève.

Appeler à la « *résistance sociale* » ?

Et maintenant ? Il y a donc un groupe de 17 députés insoumis à l'assemblée nationale. Quel rôle peut-il jouer ?

Voilà la réponse apportée par JLM au soir du second tour des élections de députés. Il y a une part de forfanterie dans ce « tweet » : la FI représentait au soir des législatives 5% des voix réelles et 11% des voix exprimées.

A chaud, nous avions écrit : « *ENCORE UNE FOIS, PAS D'ACCORD ! La résistance sociale est du ressort des salariés, chômeurs, retraités et jeunes, de leurs organisations et de leurs grèves et non d'un groupe parlementaire qui, soit dit en passant, repose sur 5% des électeurs inscrits, sans oublier que des millions de salariés n'ont pas le droit de vote. Nous ne pensons pas à la place de Mélenchon. Qu'il ne pense donc pas à notre place. Nous ne l'avons pas attendu pour résister ! NOUS NE SOMMES NI ESCLAVES, NI NIGAUDS ! Ni lui, ni quiconque ne pourra faire notre bonheur à notre place. En revanche, si les parlementaires FI appellent à la mobilisation pour la levée de l'Etat d'urgence, l'arrêt des violences policières, le châtiment des coupables de ces violences, l'amnistie des syndicalistes, nous les suivrons sans aucune hésitation. Chiche !* »[6]

Les abstentions ? « *Une forme de grève générale civique* » !

Si nous tentons de ramener les choses à de plus justes proportions, il en ressort, à nos yeux, que le fait majeur des élections « pestilentielles » et législatives réside dans les abstentions et, surtout dans les abstentions ouvrières et populaires mais aussi les votes blancs et nuls. L'abstentionnisme ouvrier et populaire est aussi le phénomène le plus durable (il s'est amorcé en 1982). A maintes reprises et depuis belle lurette, nous avions parlé d'un phénomène de « **grève du vote** » face aux trahisons successives des chefs du PS et du PCF depuis l'automne 1981.

Pour beaucoup, l'abstention rimait avec résignation ou incivisme.

JL Mélenchon était encore de ceux-là, le 15 juin dernier : « *Etre citoyen, ce n'est pas un passe-temps, c'est un honneur, d'autres sont morts pour qu'on puisse l'être, pour qu'on puisse voter. Si grande soit votre colère, utilisez votre bulletin de vote là où il y a des candidats de la France insoumise* ». Tel fut le discours culpabilisateur tenu par JLM lors de son meeting de Marseille. Pourtant, « ceux qui sont morts » ne se sont pas sacrifiés pour la Vème République. Au moins en ce qui concerne la majorité des résistants de 1940-1944- ils se sont battus « *pour une libération totale et définitive* ». Ils ne se sont pas battus pour que soient imposées à leurs descendants des élections frelatées et servant d'alibi à un pouvoir monarchique.

Le 18 juin au soir, JLM déclare au soir du second tour : « *l'abstention écrasante qui s'est exprimée aujourd'hui a une signification politique* ***offensive*** *. Notre peuple est entré dans une forme de* ***grève générale civique*** ». Nous sommes à 1000% d'accord avec ce constat.

Le 28 février dernier, JLM avait déjà fait un constat sur lequel nous n'avons rien à redire : « " *la situation est quasiment pré-révolutionnaire". "C'est le moment où les gens ne croient plus à rien, ni aux journalistes, ni aux hommes politiques, ni aux juges, ni aux policiers", "Et un jour, vous ne savez pas pourquoi, il se produit* ***l'événement fortuit*** *et une immense clameur se lève : 'qu'ils s'en aillent tous'* [7]*. C'est ce qui s'est passé dans des tas de pays* ." [8]

Cependant, il faut rendre à César ce qui lui appartient. A plus forte raison si ce n'est pas César mais un simple cheminot de l'exécution de Périgueux. C'est ce simple ouvrier qui alerte Mélenchon le 27 janvier, lui exprime sa défiance à l'égard de tous les hommes politiques, JLM compris. Il lui dit : *« il va y avoir la révolution –nous arrivons à un point de rupture* ».[9] . Mélenchon, dans un premier temps, prend mal ces propos. Mais, si on en juge par son intervention un mois plus tard, telle que nous venons de la citer, ces propos d'un ouvrier ne sont finalement pas tombés dans l'oreille d'un sourd.

Quels enseignements immédiats ?

Le tout est de savoir les enseignements que l'on en tire. Ainsi, lors de son meeting à Marseille du 15 juin, JLM reconnaissait que les députés ont un rôle réduit sous la Vème République. C'est le moins que l'on puisse dire et depuis le 49,3 de Valls, la population l'a fort bien compris. Alors, que faire ?

Selon nous, moins que jamais une stratégie purement électorale et institutionnelle ne peut aider les travailleurs, les jeunes et la population. Cette stratégie nous a fait perdre à tous un temps précieux. Ce temps a été mis à profit par l'oligarchie financière et ses hommes politiques de paille mettaient à profit pour mettre au point la poursuite de la « réforme » qui doit aboutir à la liquidation du Code du travail et de la Sécurité sociale. En politique, « le temps n'attend pas » (Lénine). Cette « réforme », avons- nous dit, est une bombe à retardement.

« *Groupons-nous et demain…* »

Pour nous comme pour nombre de salariés et de jeunes, loi el-Khomri et ordonnances en cours ne sont ni amendables, ni négociables. Elles doivent être retirées et abrogées.

Pour nous comme pour nombre de salariés et de jeunes, ce qui est nécessaire, c'est l'abolition du travail précaire sous toutes ses formes et sous toutes ses coutures.

Pour nous comme pour nombre de citoyens, il faut en finir avec toutes les lois liberticides qui nous placent dans la salle d'attente du fascisme. L'Etat d'urgence doit être levé, la justice administrative doit être éradiquée (en particulier, cette vieille justice administrative qui parque les étrangers dans des centres de rétention), le Droit d'asile doit être défendu becs et ongles.

Pour nous comme pour l'immense majorité des salariés, la loi El Khomri n°1 doit être totalement abrogée.

Pour nous comme pour nombre de travailleurs, il est important et vital d'arracher une loi interdisant les licenciements économiques et tout autant : l'augmentation générale des salaires, la ré-indexation des salaires sur les prix. En résumé :

UN VRAI TRAVAIL – UN VRAI SALAIRE- UN VRAI TOIT

Comme le disait la CGT lors de son 44 ème Congrès il y a 25 ans : *« viser le nécessaire pour gagner le possible »*

Pour nous, il est nécessaire de se grouper partout autour de ces doléances simples et vitales et ainsi créer tous ensemble une position de départ pour la transformation sociale. « Groupons-nous et demain… » : Que nous soyons insoumis, sans parti, syndicalistes, militants communistes, anarchistes ou comme nous trotskystes, tous ensemble, dans un front du refus « en commun » !

12 juillet 2017

1 A une question que Elise Lucet a trouvé simple, JLM réagit par des insultes à l'encontre d'un simple pigiste – 19 mars – ce qui lui permet de ne pas répondre à la question posée : http://www.huffingtonpost.fr/2017/03/21/vous-avez-vu-ce-sale-con-jean-luc-melenchon-insulte-un-journaliste-c-a-vous_a_21903874/ vidéos parmi d'autres

2 http://www.lacommune.org/

3 https://www.politis.fr/articles/2017/06/melenchon-sexplique-dans-society-37111/

4 https://www.politis.fr/articles/2017/06/melenchon-sexplique-dans-society-37111/

5 Sources : Informations ouvrières n°446 -30-03-2017.

6 https://www.facebook.com/La-Commune-pour-un-parti-des-travailleurs-1818538971706390/

7 « ***Qu'ils s'en aillent tous*** » était le mot d'ordre de l'*Argentinazzo* en décembre 2001, autrement dit « révolution des casseroles » la population de Buenos aires avait encerclé le parlement en faisant un concert de casseroles et le gouvernement était tombé

8 http://dai.ly/x5digvb

9 http://www.sudouest.fr/2017/01/26/en-video-jean-luc-melenchon-est-alle-a-la-rencontre-des-cheminots-de-perigueux-3141474-1980.php

---

Modifié le mercredi 12 juillet 2017

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse ... la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »